

Typologie et évolution des systèmes de vulgarisation agricole et rurale en Méditerranée

Salinas J.L.

in

Bedrani S. (comp.), Elloumi M. (comp.), Zagdouni L. (comp.), Bedrani S. (collab.), Elloumi M. (collab.), Zagdouni L. (collab.).

La vulgarisation agricole au Maghreb : théorie et pratique

Paris : CIHEAM

Cahiers Options Méditerranéennes; n. 2(1)

1993

pages 79-87

Article available on line / Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=93400075>

To cite this article / Pour citer cet article

Salinas J.L. **Typologie et évolution des systèmes de vulgarisation agricole et rurale en Méditerranée.** In : Bedrani S. (comp.), Elloumi M. (comp.), Zagdouni L. (comp.), Bedrani S. (collab.), Elloumi M. (collab.), Zagdouni L. (collab.). *La vulgarisation agricole au Maghreb : théorie et pratique.* Paris : CIHEAM, 1993. p. 79-87 (Cahiers Options Méditerranéennes; n. 2(1))



<http://www.ciheam.org/>
<http://om.ciheam.org/>

Typologie et évolution des systèmes de vulgarisation agricole et rurale en Méditerranée

José Luis Salinas

Centre International de Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes
Institut Agronomique Méditerranéen (CIHEAM / IAM.M), Montpellier (France)

Résumé. Tout système de vulgarisation, avant d'être une méthodologie et un programme, est une organisation d'hommes et de femmes qui appliquent sur le terrain les instruments d'une politique de modernisation de l'agriculture et du développement rural.

Une typologie des Systèmes de vulgarisation agricole et rural permet d'analyser leur évolution prévisible au sein de ces deux macro-systèmes dont dépendent les trois autres : systèmes de production agricole, systèmes naturel et environnemental, potentiel scientifique et technique. Les SVAR sont traversés par trois flux, l'argent, les équipements, les groupes-cibles. Ils sont au carrefour de deux flux d'information technique et organisationnel : le savoir-faire local et l'échange technique extérieur. Il convient aussi d'évaluer la conception même du système, de prendre en compte les tendances novatrices de gestion efficace des ressources allouées à la vulgarisation, et l'on s'aperçoit que la mesure des performances portent sur des notions quantitatives et non qualitatives. D'autre part, on sait que l'agriculture affrontera bientôt d'autres objectifs que ceux de la production de denrées, en particulier celui de l'emploi.

Mots clés. Pays méditerranéens – Vulgarisation – Savoir – Flux – Organisations professionnelles – Administration centrale – Rôle des femmes – Diffusion des innovations – Système de production.

Tout système de vulgarisation, avant d'être une méthodologie et/ou un programme, est une organisation d'hommes et de femmes (généralement dévoués et compétents) qui essaient d'appliquer sur le terrain les instruments d'une politique de modernisation de l'agriculture et du développement rural. La méthode que nous proposons pour réaliser une certaine typologie des systèmes de vulgarisation en Méditerranée et pour analyser leur évolution prévisible, s'appuie sur la théorie des systèmes.

Un premier point sera consacré à la présentation d'une typologie des Systèmes de vulgarisation agricole et rurale en Méditerranée (SVAR). Un deuxième point analysera l'environnement qui englobe et conditionne les systèmes de vulgarisation agricole. Le troisième point identifiera les flux qui traversent les systèmes de vulgarisation agricole. Nous présenterons ensuite de façon schématique les différents objectifs et structures des systèmes de vulgarisation agricole et aborderons enfin le problème du suivi et du contrôle de la vulgarisation agricole.

Cette analyse est présentée plus comme une démarche que comme un acquis et son apport peut être considéré plus comme une clarification des concepts de référence que comme le résultat et l'évaluation des systèmes de vulgarisation existant.

I. – Éléments pour une typologie

De la « Maison du Mezzogiorno » en Italie jusqu'à « l'Extension agraire » en Espagne, tout en passant par les agents de développement des Chambres d'Agriculture françaises, l'animation des périmètres irrigués au Maroc et les Cellules territoriales de vulgarisation aujourd'hui coordonnées par l'Agence nationale de vulgarisation tunisienne... on trouve en Méditerranée Occidentale un fourmillement d'expériences, de méthodes et d'organismes de vulgarisation.

Pour ordonner un peu ce conglomérat, nous proposons un classement qui consiste à privilégier comme facteur discriminant l'origine de l'autorité qui caractérise et structure les systèmes de vulgarisation. Suivant ce critère de classement, nous nous trouvons avec quatre grands groupes de Systèmes de vulgarisation agricole et rurale (SVAR) :

1) SVAR gouvernementaux (national et/ou régionalisé), où le vulgarisateur est un fonctionnaire. Le service est généralement gratuit pour le bénéficiaire.

2) SVAR « entreprise » où le vulgarisateur est un employé de la firme, attaché généralement à la commercialisation. Le coût de la consultation est compris dans le prix du produit ou directement facturé aux bénéficiaires s'il s'agit d'un laboratoire ou d'une entreprise de *consulting*.

3) SVAR groupement où le vulgarisateur est technicien de la coopérative, leader du CUMA, ou agent du groupement professionnel, etc. Le coût de la vulgarisation est supporté par la coopérative ou le groupement de producteurs. Il est gratuit pour ses membres, tout en bénéficiant parfois des aides substantielles de l'Etat (cas des SUAD françaises).

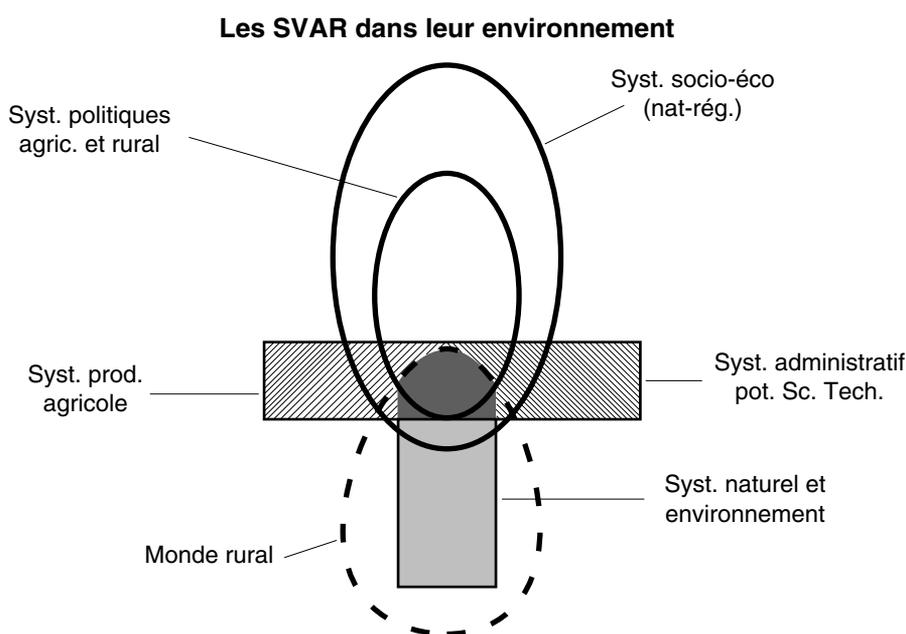
4) SVAR liés aux programmes et aux projets où la vulgarisation est programmée comme instrument du projet de développement. Le vulgarisateur et l'expert sont des coopérants et/ou des homologues. Le coût est financé par le projet et fait partie d'un contrat de coopération.

Tous ces systèmes de vulgarisation nous donnent effectivement, comme nous le verrons par la suite, des structures et des objectifs relativement différents. De plus, ces quatre catégories n'épuisent pas la diversité de la réalité et du vécu ; surtout à l'heure actuelle où la mouvance et le croisement d'expériences et de méthodes sont la règle dans ce domaine. Les diversités n'empêchent pas que ces systèmes de vulgarisation soient soumis à un certain nombre de contraintes – les mêmes pour tous – même si la réponse de chacune est différente.

II. – Environnement des SVAR

Le SVAR est situé dans un environnement. Un système socio-technique se définit d'abord par rapport à un environnement, ou plutôt, par rapport à un ou plusieurs systèmes englobants. L'omission de l'un d'eux fait perdre une dimension de l'organisation étudiée et nuit à sa compréhension.

L'environnement des systèmes de vulgarisation peut être représenté par le schéma suivant :



Nous partons donc de deux macro-systèmes :

1) un système socio-économique (national et régional) dont les évolutions et tendances profondes vont affecter et la population et l'emploi des zones rurales.

2) un système de politiques agricoles et rurales, qui forcément vont définir le rôle de l'agriculture dans la croissance du pays et le contrat, implicite ou explicite, que l'ensemble de la population va passer avec le monde rural.

L'administration du développement sectoriel et régional ne peut qu'assigner des objectifs précis et différenciés aux systèmes de vulgarisation, selon la conjoncture internationale et nationale.

A ces deux macro-systèmes principaux s'ajoutent trois autres dont la répercussion sur le système de vulgarisation est déterminante pour définir et mettre en oeuvre une politique de modernisation adéquate :

1) Les systèmes de production agricole (qui englobent chefs des unités de production et famille) avec ses caractéristiques propres exigent une vulgarisation agricole différenciée selon la taille de l'exploitation, les facteurs de production et les productions elles-mêmes. Les aides techniques aux unités de production ainsi que les conseils pour leur gestion sont directement dépendantes des exploitants-cibles et des aspirations-besoins des producteurs. Une connaissance approfondie de ces systèmes est la condition préalable pour élaborer des programmes de vulgarisation adaptés.

2) Les systèmes naturels et l'environnement donnent, d'une part, les mesures des potentialités agricoles de la zone, et sont, d'autre part, l'enjeu pour l'ensemble du pays de ressources à exploiter et à gérer dans un souci de solidarité (avec d'autres espaces géographiques complémentaires et avec les générations futures). L'interdépendance et la fragilité de nos écologies méditerranéennes font de cette dimension un des objectifs prioritaires pour une agriculture soutenue et pour un espace rural reconsidéré.

Les SVAR ne peuvent échapper à cette contrainte, d'autant plus qu'ils deviennent dans cette zone économiquement et politiquement prioritaires.

3) Le potentiel scientifique et technique d'une région ou d'un pays (c'est-à-dire la « chaîne du savoir » : formation–recherche–vulgarisation–développement) est à l'heure actuelle parfois difficile à identifier et encore plus à coordonner et gérer. Les firmes multinationales font de cette chaîne, savoir–innovation, une de leurs priorités stratégiques. En effet, sans elle, les firmes se savent vite dépassées et éliminées du marché. La demande sociale exige des systèmes de vulgarisation un sérieux effort dans ce domaine pour présenter des techniques et des innovations adaptées, rentables et fiables. Sans l'appui de la recherche, de la formation professionnelle et de l'ingénierie du développement, cet objectif est impossible à accomplir. Il ne s'agit pas de songer à un vulgarisateur « *superman* », polyvalent de capacités professionnelles et d'encadrement, mais de bâtir un système et des réseaux coordonnés pour vulgariser aujourd'hui des projets réalistes pour l'avenir.

La sociologie a mis en évidence l'appartenance simultanée d'un individu à plusieurs groupes (famille, loisirs, travail...) chacun de ces groupes expliquant un peu, mais aucun totalement, sa personnalité sociale. Il en est de même pour les SVAR. La compréhension du système de vulgarisation passe par la compréhension des relations qu'il noue avec les systèmes englobants.

III. – Les flux qui traversent le système

Il s'agit ici d'énumérer les ressources qui traversent les systèmes de vulgarisation et qui sont transformées par eux. En effet, dans tout système socio-technique, on peut trouver au minimum quatre flux qui le conditionnent :

1) L'argent qui vient dans les organismes de vulgarisation par des voies différentes, à titre de crédit d'équipement et à titre de budget de fonctionnement.

L'Etat finance à travers le Ministère de l'agriculture les services de vulgarisation « gouvernementaux », mais il participe aussi directement ou indirectement au financement des services de vulgarisation agricole « groupements professionnels » (coopératives, SUAD...) dans la mesure où il accorde par contrat l'affectation de certains fonds publics aux organisations de développement professionnelles (cas du LANDA), ou qu'il accorde des subventions spécifiques pour telle ou telle opération de développement agricole, dont peuvent bénéficier les services privés de vulgarisation « entreprise » (cas des centres de gestion).

On retrouve également l'argent de l'Etat dans les services de vulgarisation liés aux projets programmes de développement, surtout si ces derniers font partie du contrat plan Etat-région et/ou s'ils sont liés, par négociations internationales, avec l'extérieur.

Les ressources financières provenant de l'extérieur (banque mondiale ou autre) sont parfois importantes dans ce domaine.

Si on analyse de près donc, la presque totalité des services de vulgarisation agricole dépend plus d'un « marché politique » que d'un marché tout court. Il est donc illusoire d'imaginer à l'heure actuelle que l'agriculture méditerranéenne (surtout petite et moyenne exploitations) puisse prendre en charge directement l'ensemble des coûts de la vulgarisation, quand on voit que des agricultures performantes et dynamiques face aux marchés extérieurs, comme sont les agricultures européennes, sont subventionnées jusqu'à 40% et plus, pour leurs revenus exploitation.

Cela étant dit, le fait de faire payer directement un service par l'agriculteur valorise ce service et lui donne une dynamique d'efficacité. Tout le problème est de savoir dans quelle mesure les agriculteurs méditerranéens peuvent devenir des consommateurs solvables des services, si les prix des produits agricoles n'intègrent pas convenablement les coûts de production. La tendance et le déficit actuel étant de passer du produit agricole au produit rural « identifié » et « supportable » par l'ensemble de la population.

2) Les équipements. Les équipements des services de vulgarisation sont en général lourds et très liés à une personnalisation de l'assistance technique trop focalisée sur les « groupes cibles » (voitures, magasins, logements de fonction, terrains de démonstration, etc...). Une rationalisation s'impose dans ce domaine, voire un dépassement : c'est-à-dire une réorganisation du potentiel scientifique et technique régional, plus qu'une augmentation du nombre d'interventions des vulgarisateurs et des moyens individuels .

L'organisation des réseaux imbriqués s'impose, de sorte que les écoles d'agronomie, les laboratoires de recherche et les entreprises privées agissant sur la zone, puissent mobiliser de façon coordonnée leurs ressources pour la formation des agriculteurs et l'appui aux agents de développement rural. Cela demande une décentralisation de l'encadrement du développement rural et une coordination interministérielle beaucoup plus appuyée.

Ici, comme ailleurs, la méthode d'intervention en matière de développement est aussi un objectif politique.

3) Les groupes-cibles. Jusqu'à présent ils sont constitués d'agriculteurs plus ou moins bien sélectionnés qui correspondent à des exploitations « viables », « leaders » et « à imiter » dans les processus de diffusion basés sur la technique de la tâche d'huile.

Cette conception est discutable :

- d'abord parce qu'elle laisse généralement de côté la moitié de la population rurale que sont les femmes et qui jouent souvent un rôle relativement important dans la population active agricole, sans parler de leur poids dans l'économie domestique ;
- en second lieu, parce que cette méthode d'encadrement s'avère, dans la pratique, chère et relativement inefficace ;
- finalement, parce que cette procédure cache au fond un véritable élitisme rural agricole, où des intérêts divergents et des groupes de pression jouent le *leadership* de leur corporatisme organique, sous couvert de modernisation agricole.

La crise actuelle de l'agriculture a mis à nu dans les pays industrialisés ces différences d'intérêts. Des groupements de producteurs, hier militants du professionnalisme agricole généralisé, s'avèrent aujourd'hui être les partisans d'une agriculture contractualisée par branches et relativement éloignée des problèmes du développement rural ou du développement des zones difficiles. Si on ne veut pas d'une innovation technique à deux vitesses, où la technologie et la performance sont concentrées dans les zones et dans les unités de production les plus riches, la diffusion de nouvelles techniques d'organisation, de mise en marché, et de création d'emplois plurisectoriels, doit croiser les potentialités du développement agricole avec celles du développement rural.

Les groupes-cibles (agriculteurs) pourront être substitués parfois par des groupes-cibles « ruraux ».

4) Les vulgarisateurs. Dans ce flux on distingue le vulgarisateur généraliste du vulgarisateur spécialisé, le vulgarisateur du terrain de celui responsable de la **coordination régionale** et/ou **du concepteur** des programmes nationaux. Ces distinctions sont valables, mais de plus en plus dépassées par deux phénomènes :

- celui de la **professionnalisation** qui rapproche parfois le vulgarisateur du chercheur, du manager de projets, de l'animateur de politiques locales ou sectorielles, etc.
- celui du **réseau** : l'idée du réseau, déjà évoqué, présente le service de vulgarisation comme un ensemble composite d'éléments différents et identifiables qui jouent d'une façon coordonnée sur le terrain les diverses capacités que l'on trouve aujourd'hui dans des institutions aussi différentes que l'enseignement, la recherche et l'administration du développement.

Cela reproduit un peu la tendance anglo-saxonne qui confère parfois au titulaire de la Chaire universitaire des charges de vulgarisation et de recherche appliquée. C'est également très lié à l'animation de certains programmes de zones rurales (communauté Montana en Italie) où les opérations intégrées sont gérées par différents organismes de formation-recherche et développement sous l'autorité de « décideurs » régionaux.

Les innovations et les techniques adaptées. Le rôle des SVAR est de diffuser des informations, des innovations et des techniques de production et/ou d'organisation pour aider les agriculteurs et le monde rural à résoudre leurs problèmes. On ne transfère pas une technique d'un pays à l'autre comme on traduit un roman policier. Sous une neutralité scientifique apparente, les techniques reproduisent la modification des rapports sociaux au bénéfice du système socio-économique qui les a produites ou innovées. Les systèmes de vulgarisation agricole et rurale doivent donc bâtir un nombre limité de campagnes de diffusion de techniques, de telle sorte qu'elles puissent :

- avoir un sens pour les dirigeants ;
- être adaptées à la solution des problèmes locaux tels qu'ils se posent ;
- représenter des avantages économiques et socio-culturels pour les agriculteurs et les ruraux appelés à y participer ;
- être perçues comme étant réalistes et applicables.

Les *packages* technologiques présentés par les firmes réunissent généralement les conditions de validité technique, et offrent (si on respecte les normes d'application) des garanties d'efficacité. Mais ils génèrent aussi la dépendance et l'habitude de faire de l'agriculteur un consommateur de produits ou de procédures, plus qu'un créateur de solutions.

Des référentiels techniques ou organisationnels puisés ailleurs, même par les services gouvernementaux, représentent aussi le même danger.

Ainsi, s'il n'y a pas un potentiel scientifique et technique local capable de « digérer » les informations et les apports technologiques extérieurs, tout effort en faveur de la participation paysanne est vain.

Partir du savoir et du savoir-faire local est une des conditions préalables pour réussir la coopération scientifique internationale et l'entraide.

Dans ce sens, les SVAR sont au carrefour de deux flux d'information technique et organisationnelle : le savoir-faire local et l'information ou l'échange technique extérieur.

IV. – Les objectifs et les structures

Les différents types de systèmes de vulgarisation agricole et rurale identifiés dans le premier paragraphe s'attribuent chacun des objectifs propres et se sont dotés de structures de fonctionnement différenciées. Nous pouvons résumer brièvement ces objectifs et ces structures de la façon suivante :

SVAR	Gouvernement	Entreprise	Groupement	Service « Proj./progr. »
<u>Objectifs</u>				
Origine	Obj. fixés par le Plan national et/ou régional régional	Obj. fixés par le marché (direc. commerc. de la firme)	Obj. fixés par le groupement ou la coopérative	Obj. du projet contract. avec les services de coop. et/ou les ONG
Style de programmation	Verticale sans participation du groupe cible ni des vulgar. Mto Agricult. qui définit les thèmes à vulgariser	Verticale-rétroactive La firme s'en charge sans participation des groupes cibles, ni des agents, mais attentive au marché	Participative réalisée par chaque groupe avec conseillers techniques	Contractuelle avec la participation de la coopération et des experts
Méthodes de révision des objectifs	Peu flexible (dans le cas de révision des plans)	Sensible aux changements de caractère économique	Après concertation avec les assemblées et comités de coordination (procédé lent)	Evaluation et suivi normalisé en accord avec évolution politique nationale et de coopération (distante des bénéficiaires)
<u>Structure</u>				
Mode de gestion	Bureaucratique : ne facilite pas les prises de décision rapides	Dirigiste , entrepreneurial : met l'accent sur la supervision, l'information économique et la rentabilité	Participative , élitiste : par des comités restreints et du personnel technique	Participative , bureaucratique : efficacité par la procédure
Participation des agents locaux aux décisions	Très limitée	Aucune (sauf <i>feed-back</i> des clients)	Possible, mais compliquée	Fréquente, mais faible
Degré de centralisation	Elevé et administratif (l'ordonnance)	Relativement élevé et management (l'information économique)	Relativement faible (l'influence)	Eclaté : prévalorisation du fournisseur de ressources (la norme technique et le prestige politique)
Suivi des activités	Inexistant ou très peu fonctionnel	Existant et efficace. Economique	Ponctuel ou intermittent	Existant et efficace. Politique
Communication interne	Hiérarchique : haut/bas	Unilatérale : décision/exécution	Réciproque, négociée : souvent compliquée	Périodique, mais difficile avec des non-dits politiques et culturels
Motivation des agents (procédés)	Bureaucratique : peu d'incitation	Rémunération dépendant du rendement économique	Délégation des responsabilités, une certaine autonomie	Evolutive : militantisme/« professionnalisation » lobby

V. – Suivi et contrôle de la vulgarisation agricole

Un colloque international, organisé, avec la participation de l'Association internationale d'étude et de recherche en vulgarisation rurale, s'est tenu à l'ENFA de Toulouse les 5 et 6 avril 1990 et a été entièrement consacré à ce thème. Les actes de ce colloque ont été publiés à Toulouse en décembre 1991 et recueillent des communications fort intéressantes, permettant de déceler des indicateurs pertinents pour le suivi des actions de vulgarisation (indicateurs techniques, économiques et indicateurs sociaux) ainsi que des indicateurs pour réaliser une évaluation des programmes de vulgarisation (indicateurs de réalisation, d'impact, d'efficacité, de coût, et indicateurs de réaction paysanne).

Dans notre démarche d'analyse des « systèmes » de vulgarisation agricole et rurale nous préférons mettre en évidence trois aspects qui nous semblent les plus pertinents comme méthode de suivi et de contrôle.

1. L'évaluation de la conception même du système. On doit commencer par faire l'étude des cohérences entre les objectifs exprimés par les parties concernées en tant que « décideurs » du système (l'administration, l'entreprise, les responsables du projet), par les « bénéficiaires » du système (groupes-cibles d'agriculteurs, la zone rurale affectée, etc...) et les propres "acteurs" du système (les vulgarisateurs eux-mêmes).

Parmi les objectifs des différents partenaires, qui d'une façon ou d'une autre interviennent dans la programmation des services de vulgarisation agricole et rurale, il est évident que c'est l'Administration publique qui a le plus de chances de servir de modérateur et d'instance ultime pour la fixation d'objectifs à moyen et long terme. L'entreprise et les groupes de pression peuvent apporter la mise en oeuvre d'objectifs à court terme. Mais il serait dangereux pour un service de vulgarisation de se lancer dans des programmations partisans qui ne tiennent compte ni de la solidarité intersectorielle, ni de la solidarité dans le temps avec les générations à venir.

Aujourd'hui on voit apparaître des tendances où le désengagement de l'Etat fait émerger les coopératives et les groupements professionnels pour la programmation et l'ingénierie des politiques de modernisation plus ou moins généralisées. Néanmoins, l'Etat ne pourra pas être absent d'une plate-forme de négociation où les objectifs des systèmes de vulgarisation sont révisés et réajustés au rythme de l'évolution des dynamismes locaux et de la croissance du potentiel scientifique et technique régional.

En ce qui concerne la « centralisation » ou la « participation » dans la définition des objectifs des politiques de modernisation, il faut simplement signaler les règles de cohérence :

- pour la diffusion des techniques « normalisées » nécessaires à la mise en valeur d'un programme d'intensification agricole, la centralisation apparaît pertinente ;
- par contre, pour la mobilisation et le changement d'attitude et de comportements collectifs, où chaque partie prenante se sent concernée, la décentralisation et la négociation sont nécessaires. Cela nous donne deux tendances majeures :
 - la diffusion des techniques de production et le développement des compétences professionnelles des agriculteurs, pour les programmes d'intégration agro-alimentaire.
 - la diffusion et le traitement de l'information, et la vulgarisation des techniques d'organisation, pour les programmes de développement rural.

Passer d'une vulgarisation de techniques agricoles à une vulgarisation du développement rural n'est pas chose aisée, et encore moins croiser les deux dans un même système. Sans une organisation complexe des agents et des moyens on ne pourra pas facilement faire face :

- à la « tertiairisation » de l'agriculture,
- à l'insertion de l'agriculture dans le système agro-alimentaire,
- à l'ingénierie du développement rural et des organisations professionnelles,
- à la gestion soutenue des ressources naturelles et du développement des zones difficiles,
- à la maîtrise des bio-technologies adaptées,
- à l'organisation des circuits courts des marchés et à la valorisation des produits d'origine, etc.

2. La gestion du flux. Les responsables nationaux ou régionaux d'un système de vulgarisation agricole et rurale sont tenus de gérer **efficacement** les ressources qui lui sont allouées, par rapport aux objectifs du système. C'est peut-être dans ce domaine que les tendances novatrices sont les plus importantes et les plus inachevées. En effet, nos cultures méditerranéennes n'ont pas toujours le pragmatisme des administrations anglo-saxonnes. On se perd dans les principes, les objectifs, les politiques, et on délaisse joyeusement la gestion du quotidien.

La tendance bureaucratique, en outre, nous emporte facilement dans ce domaine. On s'arme de « procédures », y compris internationales, comme garde-fou fondamental de l'efficacité des projets de développement.

Or, dans la réalité, presque aucun de ces projets ne fonctionne comme cela était prévu dans les rapports. Là où il y a eu des expériences réussies en matière de développement agricole ou rural, il a toujours été question en premier lieu des « hommes ». Après se sont arrimées des institutions au projet. Et finalement on s'est doté de procédures de gestion.

Dans la rationalité et la discipline voulues par l'actuelle modélisation du projet, on a emprunté à la micro-économie industrielle des formules et des ratios de gestion, parfois fort compliqués, pour mal les adapter à l'économie rurale. Le résultat de cette greffe est l'extrapolation, dans le meilleur des cas, de ce qui existe ailleurs, pour la solution des problèmes spécifiques (inédits) des sociétés méditerranéennes. Cela faisant, on tue la créativité, on gonfle la bureaucratie publique et privée.

3. Mesure des performances. Ces mesures du système vulgarisation-diffusion portent généralement sur des notions quantitatives exprimées en terme « d'adoptants », de productivités augmentées à l'hectare, de nombre de campagnes, du nombre de visites, de ratios de vulgarisateurs par exploitations, etc. Les aspects qualitatifs et de dynamisme induit sont rarement introduits dans les rapports d'évaluation de nos programmes. Ceci parce qu'il est difficile de manipuler ce type d'information de façon positive, mais surtout parce que les évaluations sont généralement destinées à justifier et valoriser un programme, une équipe, un directeur, plus qu'à évaluer une stratégie et un système. Dans ce domaine les agriculteurs et les ruraux ont des formes de sanction plus explicites: l'abandon pur et simple des pratiques et des modèles proposés, ou l'exode rural.

« Voter avec les pieds », c'est un recours fréquent en Méditerranée, là où les démocraties ne permettent pas encore d'autres formes de refus, là où les économies n'offrent pas d'autres formes de survie. L'agriculture aura à affronter pour les années à venir d'autres objectifs que seulement ceux de la production de denrées alimentaires (par exemple, celui de l'emploi rural).

Le monde rural, à son tour, sera considéré, peut-être, plus comme une rationalité économe et une culture de référence, que comme un réservoir de matières premières et de main-d'oeuvre bon marché.

Dans quelle mesure nos systèmes de vulgarisation peuvent-ils aider à recréer des « espaces de vie » et de « dynamisme socio-économique » ?

VI. – Conclusion

L'idée force de notre argumentation est celle de présenter la vulgarisation agricole et rurale comme un **système complexe** « ouvert » à l'influence des politiques et d'autres structures extérieures, et « sillonné » de flux multiples qui continuellement le vitalisent, mais aussi mettent en danger sa cohérence et son efficacité. Un « service » de vulgarisation (public ou privé) fait tout de suite référence au fonctionnaire et/ou à l'employé. Mais un « système » peut aussi puiser ses agents ailleurs, dans d'autres structures du réseau : l'instituteur du village, le chercheur de l'Université, le représentant de la firme, le technicien du groupement professionnel... Il peut finalement mobiliser d'autres ressources que les ressources propres : dans la collectivité locale ou régionale, au niveau national, dans la coopération internationale, auprès de firmes, coopératives ou privés.

Le problème est de savoir comment cristalliser ces systèmes dans des institutions fédérées et adaptées aux initiatives socio-économiques et aux besoins de nos sociétés rurales méditerranéennes en profonde mutation.

Références

- **J. Arocena**, 1986. *Le développement par l'initiative locale, le cas français*, Ed. l'Harmattan, Paris.
- **Burton E. Swanson**, 1988. *Manuel de vulgarisation agricole*, FAO, Rome.
- **P. Coulomb** (à paraître). *Le développement agricole français : modèles socio-politiques et formes de modernisation*, INRA.
- **A.C. Cristovao**, 1986. Farmers Participation in the Development of Agricultural Extension Programs in One Country in Tras-os-Montes – Portugal, Univ. of Winsconsin-Madison.
- **J.M. Chosson**, 1990. *Les générations du développement rural*, Librairie générale du droit et de la jurisprudence, Paris.
- **M. De Benedictio**, 1984. Les services de vulgarisation agricole dans une agriculture hétérogène : le cas de l'Italie, in *Economie rurale*, n° 159.
- **M. El Alaoui**, 1989. La politique de développement rural au Maroc : encadrement et systèmes de vulgarisation dans les périmètre irrigués. Document de cours du CIHEAM. IAM de Montpellier.
- **M. Gara**, 1991 Adaptation des structures de la vulgarisation agricole aux impératifs du développement rural (Tunisie), in *Actes des journées internationales sur "Evaluation des programmes de vulgarisation-développement"*, Toulouse, 1991.
- **B. Hervieu**, 1991. Une impensable politique ? in *Pour*, n° 130-31.
- **OCDE**, 1988. Les services de vulgarisation agricole dans les pays membres. Document.
- ——— 1991. Nouvelle question des services dans les zones rurales, Paris.
- **E. Pisani**, 1984. *La main et l'outil*, R. Laffont, Paris.
- **J.L. Salinas**, 1984. Training, Participation and Rural Development, in *Economic and Social Development*, FAO-BIT-UNESCO, Rome.
- **F. Sanchez De Puerta**, 1990. La extensión como instrumento para el desarrollo, Univ. de Cordoba.
- **UNESCO**, 1984. *Clés pour une stratégie nouvelle de développement*, Ed. Ouvrières, Paris.

